



lundi 20 mars 2017

Les grands titres:

- Les gouvernements ont le devoir d'assurer les conditions minimales de bonheur, selon l'ONU
- Francophonie : l'ONU célèbre la Journée de la langue française et le multilinguisme
- Le chef des droits de l'homme de l'ONU exhorte les Etats à lutter contre les crimes motivés par la haine
- RDC : l'ONU préoccupée par les allégations de nouvelles violences dans la région du Kasai
- Au Mali, le chef des opérations de maintien de la paix se félicite des progrès accomplis
- L'ONU réclame la parité au sein du Comité des droits des personnes handicapées
- Le HCR réclame une enquête sur la mort de réfugiés au large du Yémen
- Les Schtroumpfs et l'ONU font équipe pour promouvoir le bonheur et les Objectifs du développement durable
- Iraq : 320.000 civils supplémentaires risquent de fuir l'ouest de Mossoul, prévient l'ONU

Les gouvernements ont le devoir d'assurer les conditions minimales de bonheur, selon l'ONU



Une vue d'ensemble de la manifestation sur les Objectifs de développement durable (ODD) à laquelle ont participé des acteurs du film d'animation "Schtroumpfs: le village perdu" et des étudiants pour célébrer la Journée internationale du bonheur. Photo ONU/Mark Garten

20 mars - A l'occasion de la [Journée internationale du bonheur qui est célébrée chaque année le 20 mars](#), la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, [Amina J. Mohammed](#), a appelé la communauté internationale à renouveler son engagement de continuer à bâtir des sociétés plus justes et égales afin d'accroître le bonheur et le bien-être des gens dans le monde entier.

« Les Nations Unies ont toujours existé pour promouvoir et assurer le bien-être et le bonheur de tous les peuples », a souligné Mme Mohammed dans une déclaration, rappelant que cet engagement s'est encore renforcé en 2011, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la [résolution](#) intitulée 'Bonheur: vers une approche holistique du développement'.

« La résolution reconnaissait que le produit intérieur brut n'était pas conçu et ne reflète pas adéquatement le bien-être et le bonheur des gens dans un pays donné. En bref, elle souligne la nécessité de reconnaître des indicateurs de bien-être et de sources de bonheur qui vont au-delà des indicateurs économiques », a-t-elle dit.

Pour Mme Mohammed, le monde a besoin d'approches plus inclusives, équitables et équilibrées pour le développement qui



favorisent la durabilité, l'éradication de la pauvreté, le bonheur et le bien-être de tous les peuples.

« Dans la poursuite d'une telle approche, de nombreux pays se sont efforcés d'élaborer des mesures plus larges de progrès, souvent à travers des consultations publiques, des commissions parlementaires et des efforts pour développer de nouveaux indicateurs et une meilleure compréhension du bien-être », s'est félicitée la Vice-Secrétaire générale qui tout en reconnaissant et saluant ces efforts, a encouragé les autres gouvernements, en consultation avec les parties prenantes concernées, à poursuivre des efforts similaires.

Dans son message, Mme Mohammed a tenu souligné que les gouvernements ont le devoir d'assurer les conditions minimales de bonheur pour tous les peuples, la poursuite de la croissance économique seule a un impact négatif sur le bien-être humain, peut entraîner des inégalités croissantes et une dégradation de l'environnement et que le but du développement est d'accroître le bien-être des gens mais pas à tout prix.

Pour la Vice-secrétaire générale, le monde doit également tirer parti des enseignements de la science du bien-être et aussi penser à établir des alliances avec le secteur privé. « N'oublions pas que le bonheur est bon pour les entreprises et les travailleurs heureux sont plus productifs », a-t-elle rappelé.

« Le bien-être ne dépend pas uniquement du revenu. Les gens sont plus heureux quand ils ont la sécurité personnelle et d'emploi, lorsqu'ils jouissent de la liberté d'expression, lorsque l'environnement est propre, lorsqu'ils ont de solides relations familiales, fondées sur la solidarité intergénérationnelle, lorsqu'ils ont un réseau d'amis de confiance », a précisé Mme Mohammed. « Ces besoins humains peuvent être comblés dans des sociétés où les gens sont habilités à poursuivre leurs propres objectifs qui garantissent leur bien-être personnel - dans des sociétés inclusives et égalitaires et où les droits de l'homme sont choyés et respectés », a-t-elle ajouté.

La Vice-secrétaire générale a conclu en rappelant que le [Programme de développement durable à l'horizon 2030](#) reconnaît que la lutte contre la pauvreté doit aller de pair avec des stratégies qui favorisent la croissance économique et répondent à une série de besoins sociaux, notamment l'éducation, la santé, la protection sociale et les possibilités d'emploi.

Francophonie : l'ONU célèbre la Journée de la langue française et le multilinguisme



Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova. Photo: UNESCO/N. Houguenade

20 mars - A l'occasion de la Journée internationale de la Francophonie, la Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la culture (UNESCO), [Irina Bokova](#), a souligné lundi « l'engagement irréductible » de son organisation à promouvoir la diversité linguistique et culturelle comme principe inhérent à la dignité humaine et comme moteur de dialogue et de paix.

« La langue française rapproche des continents et des communautés d'origines, de cultures et de croyances différentes. Elle tisse des liens de solidarité, elle ouvre des opportunités pour le développement et la lutte contre la pauvreté, elle représente un levier d'innovation et de créativité », a déclaré Mme Bokova dans un [message](#) diffusé à l'occasion de la journée célébrant chaque 20 mars la langue française.

« Sur les cinq continents des centaines de millions d'hommes et des femmes expriment en français leurs aspirations à une vie meilleure » a ajouté la Directrice générale, soulignant que la langue française est aussi « le socle d'un sentiment commun d'appartenance pour plus de 274 millions de locuteurs à travers le monde, qui peuvent exprimer leurs pensées selon leur cœur, sans utiliser de mots d'emprunt ».

« Aux côtés de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), l'UNESCO réaffirme aujourd'hui son attachement à valoriser le potentiel immense de la langue française comme outil pour la paix et pour la pleine réalisation des [Objectifs de développement durable](#) pour tous », a conclu Mme Bokova.

« Le monolinguisme n'est pas une fatalité »

Le Secrétariat des Nations Unies célèbre lundi au siège de l'Organisation la [langue française](#) avec une [discussion interactive](#) consacrée au multilinguisme comme « valeur fondamentale des Nations Unies et un impératif d'efficacité ».

Co-organisé par l'OIF et le Groupe des Ambassadeurs francophones, l'événement met l'accent sur deux champs d'action où la diversité linguistique est essentielle, à savoir l'activité des juridictions internationales et les missions de terrain.

« En tant que langue de travail au même titre que l'anglais, le français bénéficie d'un statut unique au sein des Nations Unies », a déclaré la Secrétaire générale adjointe aux affaires de l'Assemblée générale et à la Gestion des conférences et [Coordinatrice pour le multilinguisme des Nations Unies, Catherine Pollard](#) dans un [entretien](#) accordé dimanche à Radio France Internationale. « Je crois important de rappeler que la langue française n'est pas sur le point de disparaître à l'ONU. Loin s'en faut. Le monolinguisme n'est pas une fatalité. Il suffit d'écouter le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, pour s'en convaincre », a-t-elle ajouté.

La Coordinatrice pour le multilinguisme des Nations Unies a rappelé que l'ONU encourage fermement l'apprentissage des langues par son personnel et qu'elle dispose, dans chacun de ses quatre sièges, à New York, Genève, Vienne et Nairobi, d'un programme d'apprentissage des langues, accessible gratuitement, qui permet aux agents de combler leurs lacunes si besoin.

« Personnellement, j'aspire à ce que tout agent au Secrétariat puisse s'exprimer, par écrit ou dans le cadre des réunions internes aux Nations Unies, indifféremment dans l'une ou l'autre des langues de travail », a indiqué la Secrétaire générale adjointe qui voit son rôle comme celle du « gendarme du multilinguisme » de l'ONU.

« Il va de soi que plus nous maîtriserons de langues, plus nous serons efficaces », a souligné Mme Pollard. « En tant que coordinatrice du multilinguisme, ce pour quoi je plaide, au sein des Nations Unies, c'est un changement d'état d'esprit, pour que la parité des langues de travail, la parité des langues officielles, l'impératif de multilinguisme, soient pleinement pris en compte à toutes les étapes de notre action ».

Le chef des droits de l'homme de l'ONU exhorte les Etats à lutter contre les crimes motivés par la haine



Des étudiants regardent un spectacle sur la discrimination réalisé par leurs camarades à l'école Barros Barreto, à Salvador, au Brésil. Photo UNICEF/Claudio Versiani

20 mars - A la veille de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a exhorté les Etats à redoubler d'efforts pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie, et les discours et crimes motivés par la haine.

« Les personnes d'ascendance africaine continuent d'être victimes de racisme et de crimes racistes motivés par la haine, dans tous les domaines de la vie. L'antisémitisme s'affiche aux États-Unis, en Europe, au Moyen-Orient et ailleurs. Dans certains pays, les femmes musulmanes qui portent le foulard se heurtent toujours davantage à la violence verbale et même physique. En Amérique latine, les populations autochtones restent en proie à la stigmatisation, y compris dans les médias », a dénoncé M. Zeid dans une

déclaration à la presse.

« Les dangers de la diabolisation de certains groupes sont visibles à travers le monde. Une nouvelle flambée d'émeutes xénophobes et de violence à l'encontre des immigrés a récemment frappé l'Afrique du Sud. Le Soudan du Sud, sous l'effet de la polarisation ethnique, alimentée par la haine, est au bord de la guerre ethnique. Au Myanmar, la communauté musulmane Rohingya, longtemps perçue à tort comme un groupe 'd'immigrés en situation irrégulière', a souffert d'effroyables abus », a-t-il ajouté.

Le chef du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a noté également que les statistiques du

gouvernement britannique ont révélé une forte augmentation des crimes de haine signalés dans les semaines qui ont suivi le référendum du 23 juin 2016 sur l'adhésion à l'Union européenne, qui faisait la part belle à l'immigration.

Aux Etats-Unis, les chiffres du FBI ont indiqué une hausse des crimes de haine à l'échelle nationale en 2015, au moment où a véritablement été lancée la campagne présidentielle américaine, souvent axée sur les soi-disant menaces posées par les migrants, les hispaniques et les musulmans.

En 2016, l'Allemagne a recensé près de 10 attaques quotidiennes contre des migrants et des réfugiés, soit une hausse de 42% par rapport à 2015.

« Ces chiffres brossent un tableau partiel de la situation des pays concernés, mais bon nombre de pays ne recueillent pas de données sur les crimes racistes, empêchant ainsi d'évaluer véritablement l'ampleur du problème. Or, pour lutter contre le racisme et la xénophobie, il faut comprendre l'étendue du problème », a estimé M. Zeid.

Il a encouragé les États « à redoubler d'efforts pour recueillir des données ventilées, y compris sur la base de la race et de l'origine ethnique, afin de pouvoir surveiller les tendances, comprendre les causes et concevoir et mettre en œuvre des mesures ciblées en vue d'instaurer un véritable changement ».

« Cette journée nous rappelle qu'il est injustifiable que les États permettent au racisme et à la xénophobie de se développer, et encore moins de prospérer. Au plan légal, il leur incombe d'interdire et d'éliminer la discrimination raciale, et de garantir le droit de chacun, indépendamment de sa race, sa couleur de peau ou son origine nationale ou ethnique, à l'égalité devant la loi », a-t-il ajouté.

Selon lui, les États devraient adopter une législation interdisant expressément les propos racistes. « Il ne s'agit pas de porter atteinte à la liberté d'expression, ni de faire taire le débat ou la critique; il s'agit de reconnaître que l'exercice de la liberté d'expression est soumis à des devoirs et des responsabilités », a-t-il souligné.

Le chef des droits de l'homme s'est félicité que « dans bien des pays, les organismes pour l'égalité de traitement et les institutions nationales des droits de l'homme œuvrent en faveur de la prévention et de la lutte contre la discrimination ».

Il a également rappelé que l'ONU a lancé plusieurs initiatives de lutte contre le racisme et la xénophobie, notamment [ENSEMBLE](#) qui favorise le respect, la sécurité et la dignité pour les réfugiés et les migrants, [Je dis NON au racisme](#), ainsi que la [Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine](#).

« Mon Bureau, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, lance un appel au monde entier : [«Défendez les droits de quelqu'un aujourd'hui!](#) », a conclu M. Zeid. « Et c'est précisément ce que beaucoup de personnes font, aux quatre coins du globe. Prendre position contre la discrimination, où qu'elle se produise ».

RDC : l'ONU préoccupée par les allégations de nouvelles violences dans la région du Kasai



Casques bleus patrouillent en République démocratique du Congo (archives). Photo MONUSCO/Sylvain Liechti

20 mars - La Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) a exprimé ce weekend sa vive préoccupation concernant les allégations faisant état de nouvelles violences à Kananga, dans la région du Kasai, entre le 14 et le 17 mars 2017.

« La Mission a reçu des informations crédibles selon lesquelles un nombre important de personnes auraient été tuées au cours d'affrontements entre des miliciens de Kamwina Nsapu et des membres des forces de sécurité congolaises », a indiqué la MONUSCO dans un communiqué de presse publié samedi.

La Mission s'est dite préoccupée par les attaques des miliciens de Kamwina Nsapu contre les institutions et symboles étatiques, mais également « par l'utilisation disproportionnée de la force par les forces de défense et de sécurité, notamment en ciblant des civils, dont des femmes et des enfants ».

« Dans la nuit du 14 au 15 mars 2017, les opérations des forces de sécurité à Kananga ont conduit à un grand nombre de victimes », a noté la MONUSCO.

La Mission a exprimé également sa forte préoccupation face aux restrictions imposées par les forces de sécurité à sa liberté de circulation à Kananga ces derniers jours, ce qui limite la capacité de la Mission à mettre en œuvre son mandat.

« Je demande la cessation immédiate des violences à Kananga et dans la région du Kasai, et déplore l'usage disproportionné de la force », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Maman Sambo Sidikou.

Il a demandé également l'arrêt immédiat de toute restriction à la liberté de circulation de la MONUSCO, qui limite sa capacité à accomplir pleinement son mandat en RDC.

« Je demande aussi l'ouverture d'enquêtes par les autorités compétentes sur les événements de ces derniers jours à Kananga, et que les responsables de toutes les violations des droits de l'homme soient traduits en justice », a-t-il ajouté.

Au Mali, le chef des opérations de maintien de la paix se félicite des progrès accomplis



Casques bleus au Mali. Photo MINUSMA/Harandane Dicko (archives)

20 mars - A l'occasion d'une visite ce weekend au Mali, le Secrétaire général adjoint des Nations Unies pour les opérations de maintien de la paix, Hervé Ladsous, s'est félicité des progrès accomplis sur le chemin de la paix, près de quatre ans après la création de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

M. Ladsous, dont le mandat arrive à terme à la fin du mois, a saisi l'occasion de cette visite pour présenter aux autorités maliennes, dont le Président Ibrahim Boubacar Keïta, son successeur Jean-Pierre Lacroix qui prendra la relève le 1er avril à la tête du

Département des opérations de maintien de la paix (DOMP).

« Depuis cette année, il y a eu une série d'annonces qui montrent qu'enfin les choses bougent et qu'elles bougent dans le bon sens », s'est félicité Hervé Ladsous lors d'une conférence de presse organisée samedi soir dans la capitale malienne Bamako.

« Nous avons constaté que la réunion de haut niveau du Comité de suivi des accords en février a pris une série de décisions très importantes qui ont commencé à se traduire dans les faits », a-t-il ajouté, citant pour exemple le déploiement des administrations intérimaires dans le nord, « qui est encore un processus en cours, je ne vous l'apprends pas, puisqu'il y a encore Tombouctou et Taoudéni », et le lancement des patrouilles conjointes.

« Le but de tout cela, c'est d'asseoir la crédibilité de ce processus lancé par les accords de paix, et de montrer aux populations du Mali, notamment dans le nord du pays, que l'Accord de paix se traduit par des dividendes », a souligné M. Ladsous. « Des dividendes en termes de stabilisation sur le plan de la sécurité et le fait que ces patrouilles conjointes aient commencé à se déployer est une première indication positive. Les administrations intérimaires, ça signifie le retour de l'État et de tout ce qu'il apporte aux populations aussi en termes de différence du niveau de leurs conditions de vie, d'amélioration des services de base, santé, éducation ».

Le chef des opérations de maintien de la paix a rappelé que la philosophie profonde de l'intervention de l'ONU au cours de ces dernières années a été de favoriser et d'aider par tous les moyens le rétablissement de l'Etat malien dans toutes ses prérogatives sur l'ensemble du territoire. « Un Etat républicain, un Etat démocratique, un Etat laïc », a-t-il déclaré.

S'il s'est félicité de la prochaine tenue de la Conférence d'entente nationale, « un élément très important pour montrer là aussi à la population du Mali que les choses évoluent vers un règlement de fond des problèmes », M. Ladsous a également évoqué les points qui restent complexes, rappelant notamment l'importance de faire avancer le processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR).

Pour le Secrétaire général adjoint la situation sécuritaire reste globalement préoccupante notamment dans le nord du pays. « Nous sommes beaucoup trop fréquemment attaqués par les groupes armés non-signataires, les groupes terroristes pour les appeler par leur nom. (...) Cette insécurité s'est déplacée vers le sud et le centre du pays », a-t-il dit, ajoutant que la sécurité dans la région de Mopti est également une source de préoccupation pour l'ONU.

M. Ladsous a cependant salué les efforts régionaux avec le G5 Sahel et avec ses États membres pour essayer de mieux coordonner l'échange de renseignements sur les opérations sur le terrain visant à contrôler l'action des groupes armés et des trafiquants.

Il a indiqué que l'examen du mandat de la MINUSMA devant le Conseil de sécurité dans le courant du printemps sera l'occasion de mesurer le chemin parcouru et celui qu'il reste à parcourir.

Après le Mali, M. Ladsous et M. Lacroix se sont rendus lundi matin au Soudan du Sud.

L'ONU réclame la parité au sein du Comité des droits des personnes handicapées



Gilmore, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

20 mars - La Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, Kate Gilmore, a estimé lundi que l'élection d'une seule femme par les États membres pour servir au sein du Comité des droits des personnes handicapées était « fondamentalement inappropriée ».

Mme Gilmore s'exprimait à l'ouverture de la 17^{ème} session de ce comité, à Genève. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a fait de la parité et de la représentation égale des femmes un élément central de son mandat.

La Haut-Commissaire adjointe a exhorté les États membres à « rectifier cette situation inacceptable » lors des prochaines élections au [Comité des droits des personnes handicapées](#), dont la session actuelle se poursuivra jusqu'au 12 avril.

Ce comité est un organe composé d'experts indépendants qui surveille l'application de la Convention sur les droits des personnes handicapées par les États parties. Il se réunit deux fois par an à Genève et est composé de 18 experts qui siègent à titre individuel et non à titre de représentants de gouvernements. Ces experts sont élus sur une liste de personnes désignées par les États pour un mandat de quatre ans, avec possibilité d'être réélus une seule fois.

Selon la Haut-Commissaire adjointe, bien que les États membres soient responsables du manque de représentation des femmes au sein du comité, il y a beaucoup à faire au sein de ce comité.

« Nous vous demandons instamment de veiller à tenir compte de l'égalité des sexes dans votre ordre du jour cette année et nous vous exhortons à veiller à ce que la voix et l'expérience des filles et des femmes résonnent lors de vos délibérations », a-t-elle dit.

Mme Gilmore s'est félicitée que la Convention sur les droits des personnes handicapées compte désormais 172 parties et soit « sur la voie de la ratification universelle ».

Le HCR réclame une enquête sur la mort de réfugiés au large du Yémen



Des migrants attendent d'être comptés par leur passeur avant de partir de Djibouti vers le Yémen. Photo Kristy Siegfried/IRIN (archives)

20 mars - Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a réclamé lundi une enquête sur la mort jeudi de 42 personnes, dont des réfugiés, dans l'incendie d'un bateau transportant environ 145 passagers, parmi eux des femmes et des enfants, au large de la côte ouest du Yémen, près d'Al Hudaydah.

« Plus de quarante personnes ont perdu la vie dans cette attaque contre des civils fuyant la violence et la guerre », a déclaré le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi. « Beaucoup de questions restent sans réponse sur les circonstances de cet événement horrible. Nous appelons toutes les parties au conflit à mener des enquêtes pour s'assurer que les responsables rendent des comptes et pour empêcher que cela ne se reproduise ».

Bien que les circonstances entourant l'attaque de jeudi ne soient pas encore claires, selon le droit international, les civils ne doivent pas être attaqués et les parties belligérantes doivent faire tout leur possible pour protéger les civils.

« Les civils souffrent de manière disproportionnée des conséquences du conflit et de la crise humanitaire au Yémen », a déclaré M. Grandi. « Plus que jamais, la paix est une nécessité urgente au Yémen. Seule une solution politique pacifique peut mettre fin aux souffrances et à la misère actuelles ».

Le personnel du HCR sur le terrain a fourni une aide aux familles des victimes et aux survivants de l'attaque.

Le Yémen est plongé dans une crise humanitaire et risque de connaître une famine. Sur les trois millions de Yéménites déplacés par le conflit, un million sont rentrés chez eux dans des conditions précaires et deux millions restent déplacés.

Le pays accueille également près de 280.000 réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés, pour la plupart originaires de Somalie. L'année dernière, plus de 117.000 réfugiés et migrants sont arrivés au Yémen.

Les Schtroumpfs et l'ONU font équipe pour promouvoir le bonheur et les Objectifs du développement durable



Une jeune fille soudanaise rayonne de bonheur lors de la cérémonie d'inauguration du gouvernement de transition d'unité nationale du Soudan à Khartoum. Photo de l'ONU / Evan Schneider (photo d'archive)

18 mars - En vue de la [Journée internationale du bonheur](#) célébrée chaque année le 20 mars, le Siège de l'ONU à New York a ouvert ses portes samedi à des milliers de jeunes pour un événement spécial consacré aux [Objectifs de développement durable \(ODD\)](#) avec la participation des Schtroumpfs.

Aujourd'hui à l'affiche dans le film d'animation 'Les Schtroumpfs et le village perdu', les petites créatures bleues imaginées par l'auteur belge francophone de bande dessinée, Peyo, font partie d'une campagne lancée par l'ONU, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Fondation des Nations Unies pour faire connaître au grand public les ODD.

L'événement a réuni 1.500 jeunes participant à [Simul'ONU](#) - un exercice de simulation des travaux de l'Assemblée générale et d'autres organes du système des Nations Unies pour initier les jeunes (collégiens, lycéens, étudiants) à la citoyenneté mondiale.

Lors d'une cérémonie, les stars américaines du film - Demi Lovato qui joue « Schtroumpfette », Joe Manganiello qui est « Schtroumpf costaud » et Mandy Patinkin qui endosse le rôle du « Grand Schtroumpf » - ont honoré trois jeunes Karen Jerath, Sarina Divan et Noor Samee. Ces trois jeunes se sont distingués par la promotion des ODD dans leurs communautés et se sont vus remettre une clé symbolique pour le Village des Schtroumpfs en reconnaissance de leur travail.

« Au nom de toute la communauté Schtroumpf, merci de votre travail d'éveil, dans vos communautés, à travers vos médias sociaux, partout dans le monde, dans les façons que vous avez choisies pour encourager partout les gens à faire de ce monde un meilleur endroit pour ceux qui sont si vulnérables de toutes les façons imaginables », a déclaré M. Patinkin aux trois jeunes.

Karen Jerath, qui a 20 ans, a inventé un dispositif de confinement qui pourrait empêcher les déversements de pétrole en mer et assurer la protection de la vie marine. Elle était accompagnée par Sarina Divan, âgée de 17 ans, qui a élargi une initiative d'autonomisation des filles de la Fondation des Nations Unies à son école secondaire et au-delà, et de Noor Samee, 17 ans, un blogueur pour l'UNICEF et défenseur des questions de justice sociale.

En 2015, les Nations Unies ont lancé 17 Objectifs de développement durable (ODD) visant à mettre fin à la pauvreté, à réduire les inégalités et à protéger notre planète - trois aspects clés pour assurer le bien-être et le bonheur.

« La Journée internationale du bonheur reconnaît le bonheur comme un objectif humain fondamental pour toutes les personnes. La prospérité économique seule ne garantit pas le bonheur », a déclaré la Secrétaire générale adjointe de l'ONU pour la communication et l'information, Cristina Gallach, invitant les jeunes à rejoindre la campagne de promotion des ODD.

« Nos amis, les Schtroumpfs nous ont montré comment ils ont créé un village Schtroumpfs heureux en vivant en harmonie ensemble (...) une leçon qui est très importante pour nous tous. Nous pouvons réussir de grandes choses », a ajouté Mme Gallach.

« Ne craignez jamais de parler et de faire de ce monde un endroit merveilleux, beau, plein d'espoir et d'optimisme, plein de liberté, de joie, de justice et de dignité, de nourriture saine, d'eau potable et de bonnes occasions pour les gens partout », a dit aux jeunes M. Patinkin.

La campagne « Petits Schtroumpfs, grands objectifs » a été créée pour encourager le public à visiter le site internet SmallSmurfsBigGoals.com afin qu'il sache comment contribuer à la réalisation des ODD et partage l'information, les idées et les images sur les médias sociaux.

Dans le cadre de l'événement organisé samedi au siège de l'ONU, l'Administration postale des Nations Unies a dévoilé une planche spéciale de timbres illustrant la campagne « Petits Schtroumpfs, grands objectifs ». Le Sous-secrétaire général de l'ONU pour la gestion, Stephen Cutts, et l'Ambassadeur de Belgique auprès des Nations Unies, Marc Pecsteen de Buytswerve, ont présenté les timbres comportant des images des Schtroumpfs et des logos des ODD.

Lundi, les acteurs du film ainsi que l'ONU, l'UNICEF et la Fondation des Nations Unies seront à l'Empire State Building pour transformer le gratte-ciel new-yorkais en bleu en l'honneur de la Journée internationale du bonheur et de la campagne « Petits Schtroumpfs, grands objectifs ».

Iraq : 320.000 civils supplémentaires risquent de fuir l'ouest de Mossoul, prévient l'ONU



Des enfants ayant fui Mossoul, en Iraq. Photo: IRIN/Tom Westcott

20 mars - Les agences humanitaires en Iraq estiment que près de 320.000 civils supplémentaires pourraient fuir l'ouest de Mossoul dans les prochaines semaines, en raison des opérations militaires du gouvernement iraquien pour reprendre cette partie de la ville encore aux mains de l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech).

« L'opération humanitaire dans l'ouest de Mossoul est beaucoup plus importante et beaucoup plus complexe que dans l'est » de la ville, a déclaré la Coordinatrice humanitaire pour l'Iraq, Lise Grande, dans un communiqué de presse. « La différence principale est que des dizaines de milliers de familles à l'est sont restées chez elles alors qu'à l'ouest, des dizaines de milliers de personnes fuient ».

Selon le gouvernement iraquien, 180.000 civils ont fui l'ouest de Mossoul depuis la mi-février, date à laquelle le gouvernement a commencé les opérations militaires pour reprendre les quartiers ouest de la ville.

Les agences humanitaires sont profondément préoccupées par le sort des civils. « L'utilisation d'explosifs dans la vieille ville densément peuplée est susceptible de causer des dommages importants », a déclaré Mme Grande. « Les gens qui fuient nous disent qu'il est très difficile d'entrer ou de quitter la vieille ville. Les familles risquent d'être abattues si elles s'enfuient et elles sont en danger si elles restent ».

La principale voie d'approvisionnement de l'ouest de Mossoul est coupée depuis la mi-novembre. Les familles fuyant la ville ont indiqué que les étagères des magasins sont vides et que la seule nourriture disponible est celle qu'elles ont stockée à la maison. Les approvisionnements en eau et en électricité ont été réduits et les médicaments sont épuisés. « La situation est dramatique », a dit Mme Grande. « Nous craignons le pire dans les jours et les semaines à venir ».

Sous la direction du gouvernement iraquien, un effort massif est en cours pour faire face à la crise. Les civils fuyant les quartiers ouest de la ville sont accueillis dans 17 camps et sites d'urgence près de Mossoul. Le gouvernement et ses partenaires s'efforcent de construire de nouveaux camps et d'élargir ceux qui existent.

« C'est une course contre la montre. Jusqu'à présent, les familles reçoivent un soutien et sont abritées. Mais si le nombre de personnes quittant la ville augmente plus vite que notre capacité à construire de nouveaux sites, la situation pourrait se détériorer très rapidement », a dit Mme Grande.

Depuis le 17 octobre, plus de 330.000 personnes ont été déplacées à cause de la crise de Mossoul, et plus de 70.000 sont rentrées chez elles. Les agences humanitaires travaillent 24 heures sur 24 pour fournir un soutien vital à plus de 1,3 million de personnes à Mossoul, y compris les familles qui sont restées chez elles et celles qui ont fui.

« Nous avons préparé et planifié l'opération de Mossoul depuis des mois, mais la vérité est que la crise nous met sous pression. Nous allons faire de notre mieux pour que les gens puissent recevoir l'assistance dont ils ont besoin », a déclaré Mme Grande.